



Assemblée générale

Distr. générale
21 mars 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Point 129 de la liste préliminaire*

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Échéanciers de paiement pluriannuels

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa résolution 57/4 B, l'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité des contributions relatives aux échéanciers de paiement pluriannuels et y a de nouveau souscrit dans ses résolutions 58/1 B et 59/1 B. Le Comité a recommandé que le Secrétaire général soit prié de fournir à l'Assemblée générale, par son intermédiaire, des informations concernant la présentation d'échéanciers de cette nature et de lui présenter un rapport annuel sur l'état d'avancement des échéanciers des États Membres au 31 décembre de chaque année. Le présent rapport contient les renseignements demandés, qui portent sur les calendriers soumis par la Géorgie, le Niger, la République de Moldova, Sao Tomé-et-Principe et le Tadjikistan et sur la situation à cet égard au 31 décembre 2004.

L'Assemblée générale pourrait prendre acte du présent rapport et exhorter les États Membres qui ont accumulé des arriérés de contribution importants à envisager de présenter un échéancier de paiement pluriannuel.

* A/60/50 et Corr.1.



I. Introduction

1. Dans sa résolution 56/243 A du 24 décembre 2001, l'Assemblée générale a déclaré que les échéanciers pluriannuels, à condition qu'ils soient établis avec soin, pourraient être utiles en ce sens qu'ils permettraient aux États Membres de démontrer qu'ils seraient déterminés à régler leurs arriérés, conformément à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies, ce qui faciliterait l'examen des demandes de dérogation par le Comité des contributions. Elle a également prié le Secrétaire général de lui proposer des directives à ce sujet, par l'intermédiaire du Comité.

2. Après avoir examiné le rapport du Secrétaire général sur la question¹ à sa soixante-deuxième session, en 2002², le Comité des contributions a convenu qu'il faudrait encourager les États Membres à présenter des échéanciers de paiement pluriannuels, qui constitueraient un bon moyen de réduire les arriérés de contributions dont ils étaient redevables et de montrer qu'ils étaient résolus à s'acquitter de leurs obligations financières à l'égard de l'Organisation. Le Comité a considéré, à cet égard, qu'il fallait tenir dûment compte de la situation économique des États Membres, qui n'étaient pas tous à même de présenter de tels échéanciers. Il a recommandé que la présentation d'échéanciers garde un caractère volontaire et ne soit pas automatiquement liée à d'autres mesures.

3. Le Comité a en outre recommandé que les États Membres qui envisageaient de présenter un échéancier de paiement pluriannuel adressent celui-ci au Secrétaire général afin qu'il en informe les autres États Membres, et qu'ils soient encouragés à demander le concours du Secrétariat pour l'établissement de leur échéancier. Dans ce contexte, on a fait observer que :

a) Les échéanciers devraient prévoir le paiement chaque année du montant des quotes-parts des États Membres pour l'exercice en cours et d'une partie des arriérés dont ils étaient redevables;

b) Les échéanciers pluriannuels devraient, autant que possible, prévoir l'élimination des arriérés dans un délai maximal de six ans.

4. Le Comité a recommandé que le Secrétaire général soit prié de fournir à l'Assemblée générale, par son intermédiaire, des informations concernant la présentation d'échéanciers de cette nature, et de présenter à l'Assemblée générale un rapport annuel sur l'état d'avancement des échéanciers des États Membres au 31 décembre de chaque année.

5. Le Comité a en outre recommandé que, dans le cas des États Membres qui étaient en mesure de présenter un échéancier de paiement, le Comité des contributions et l'Assemblée générale aient à tenir compte du fait qu'un échéancier avait été présenté et de l'état d'avancement de celui-ci lorsqu'ils examineraient une demande de dérogation à l'Article 19.

6. Au paragraphe 1 de sa résolution 57/4 B du 20 décembre 2002, l'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations figurant dans le rapport du Comité des contributions. Elle a réaffirmé ce paragraphe dans ses résolutions 58/1 B du 23 décembre 2003 et 59/1 B du 23 décembre 2004. Elle a examiné le premier rapport annuel sur les échéanciers de paiement pluriannuels³ à sa cinquante-huitième session et le deuxième rapport annuel à sa cinquante-neuvième session⁴.

II. Présentation d'échéanciers de paiement pluriannuels

7. Aucun nouvel échéancier de paiement n'a été présenté depuis la publication du deuxième rapport annuel. Auparavant, la Géorgie, le Niger, la République de Moldova, Sao Tomé-et-Principe et le Tadjikistan avaient présenté un échéancier. Dans l'avis annonçant la soixante-sixième session du Comité des contributions, qui est inséré dans le *Journal des Nations Unies* depuis le 13 janvier et y figurera jusqu'au 23 mai 2005, les États Membres qui envisagent de présenter un échéancier sont invités à se mettre en rapport avec le Secrétariat pour obtenir un complément d'information. Si de nouveaux échéanciers sont présentés, les renseignements pertinents seront publiés dans un additif au présent rapport ou dans le rapport qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa soixante et unième session.

8. L'échéancier le plus récent présenté par la République de Moldova respecte le délai de six ans recommandé par le Comité, tandis que ceux présentés par la Géorgie, le Niger, Sao Tomé-et-Principe et le Tadjikistan échelonnent les paiements sur une période de 10, 9, 8 et 11 ans, respectivement. Aux fins du présent rapport, on entend par paiements les versements effectués par les États Membres concernés, ainsi que les sommes portées à leur crédit pendant la période considérée. On trouvera ci-après des informations détaillées.

Géorgie

9. Le Gouvernement géorgien a informé le Comité, à la session extraordinaire tenue par celui-ci en 1999, qu'il avait l'intention de présenter un calendrier de paiement, ce qu'il a fait en 2000, à la soixantième session du Comité. Le Gouvernement géorgien a présenté une première version révisée de ce calendrier à la soixante et unième session du Comité, en 2001, puis d'autres révisions le 4 mai 2002 et le 17 mai 2003, sous couvert dans les deux derniers cas d'une lettre adressée au Président de l'Assemblée générale par le Ministre géorgien des affaires étrangères. Les données figurant dans lesdits calendriers sont récapitulées dans le tableau ci-après (en dollars des États-Unis) :

	<i>Échéancier proposé en</i>			
	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>
2000	180 000			
2001	707 104	801 300		
2002	707 104	711 549 ^a	671 818	
2003	707 104	711 549 ^a	1 260 272 ^a	
2004	1 060 656	1 067 324 ^a	1 260 272 ^a	776 229
2005	1 060 656	1 067 324 ^a	1 260 272 ^a	776 229
2006	1 414 208	1 423 094 ^a	1 260 272 ^a	776 229
2007	1 414 208	1 423 094 ^a	1 260 272 ^a	776 229
2008				776 229
2009				776 229
2010				776 229

	<i>Échéancier proposé en</i>			
	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>
2011				776 229
2012				776 229
2013				776 229

^a Montant auquel s'ajoutent les contributions pour l'année en cours.

10. S'il est pleinement respecté, le calendrier le plus récent proposé par le Gouvernement géorgien se traduira par le versement d'un montant total de 7 726 290 dollars. Les arriérés de contribution de la Géorgie à la fin de 2013 seront alors égaux au montant total de ses quotes-parts pour la période 2004-2013, minoré de 544 376 dollars.

Niger

11. Dans une note verbale du 22 mars 2004, la Mission permanente du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies a proposé de verser ses quotes-parts statutaires selon le calendrier ci-après :

	<i>Versements (dollars É.-U.)</i>
2004	18 000
2005	40 000
2006	45 000
2007	50 000
2008	70 000
2009	98 000
2010	98 000
2011	98 000
2012	30 000

12. S'il est pleinement respecté, ce calendrier se traduira par le versement d'un montant total de 547 000 dollars au cours de la période 2004-2012. Les arriérés de contribution du Niger à la fin de 2012 seront alors égaux au montant total de ses quotes-parts pour la période 2004-2012, minoré de 122 103 dollars.

République de Moldova

13. À la session extraordinaire que le Comité des contributions a tenue en 1996, le Gouvernement de la République de Moldova a indiqué qu'il avait l'intention de s'acquitter de ses arriérés de contribution à l'ONU en sept ans. Aux cinquante-neuvième et soixante et unième sessions du Comité, en 1999 et 2001, respectivement, il a présenté des échéanciers de paiement révisés. Ses propositions successives sont récapitulées ci-après (en dollars des États-Unis) :

	<i>Échéancier proposé en</i>		
	<i>1996</i>	<i>1999</i>	<i>2001</i>
1996	1 000 000		
1997	1-1,2 million		
1998	1-1,2 million		
1999	1-1,2 million		
2000	1-1,2 million	500 000	
2001	1-1,2 million	558 947	180 000
2002	1-1,2 million	700 000	500 000
2003		700 000	800 000
2004		700 000	820 000
2005			1 000 000

14. S'il est pleinement respecté, le calendrier le plus récent proposé par le Gouvernement de la République de Moldova se traduira par le versement d'un montant total de 3,3 millions de dollars au cours de la période 2001-2005. Les arriérés de contribution de la République de Moldova à la fin de 2005 seront alors égaux au montant total de ses quotes-parts pour la période 2004-2005, majoré de 116 809 dollars.

Sao Tomé-et-Principe

15. Sous couvert d'une lettre du 17 mai 2002 adressée au Président de l'Assemblée générale, le Chargé d'affaires par intérim de Sao Tomé-et-Principe auprès de l'ONU a présenté l'échéancier de paiement ci-après (en dollars des États-Unis) :

	<i>Versements</i>
2002	27 237
2003	42 237
2004	59 237
2005	74 237
2006	89 237
2007	114 237
2008	134 237
2009	153 752

16. S'il est pleinement respecté, l'échéancier proposé par le Gouvernement de Sao-Tomé-et-Principe se traduira par le versement d'un montant total de 693 896 dollars au cours de la période 2002-2009. Les arriérés de contribution de Sao Tomé-et-Principe à la fin de 2009 seront alors égaux au montant total de ses quotes-parts pour la période 2004-2009, minoré de 41 742 dollars.

Tadjikistan

17. Dans une lettre du 15 septembre 2000 adressée au Président de l'Assemblée générale, le Premier Ministre tadjik a indiqué que son gouvernement s'était acquitté en 2000 d'un montant de 65 250,76 dollars et proposait un plan de réduction graduelle de ses arriérés de contribution qui se présentait comme suit (en dollars des États-Unis) :

	<i>Versements</i>
2000	65 251
2001	67 822
2002	67 822
2003	67 822
2004	67 822
2005	67 822
2006	203 466
2007	203 466
2008	203 467
2009	203 467
2010	203 467

18. S'il est pleinement respecté, l'échéancier proposé par le Gouvernement tadjik se traduira par le versement d'un montant total de 1 421 694 dollars au cours de la période 2000-2010. Les arriérés de contribution du Tadjikistan à la fin de 2010 s'élèveront à 1 164 575 dollars, montant auquel s'ajoutera celui des quotes-parts pour la période 2005-2010.

Autres États Membres

19. Ainsi qu'il ressort du rapport du Comité des contributions sur les travaux de sa soixante-quatrième session⁵, la République centrafricaine a indiqué au Comité que son Ministère des finances et du budget procédait actuellement à l'établissement d'un échéancier de paiement à long terme qui devait être annoncé rapidement. Cet État n'avait pas présenté d'échéancier au moment de l'établissement du présent rapport. Le représentant de la Guinée-Bissau a également informé le Comité que son gouvernement gardait à l'examen la possibilité de présenter un échéancier de paiement pluriannuel dès que la situation reviendrait à la normale⁶. Cet État n'avait pas présenté d'échéancier au moment de l'établissement du présent rapport. Le Comité a également encouragé les Comores et l'Iraq à envisager la présentation d'un échéancier pluriannuel de paiement en tant que moyen de réduire progressivement le montant de leurs contributions non réglées⁷.

20. Depuis, aucun autre État Membre n'a présenté d'échéancier ou calendrier de paiement aux fins de l'élimination de ses arriérés. Il est impossible de prédire quels pays pourraient opter pour cette solution, mais celle-ci devrait intéresser plus particulièrement les États Membres dont le montant des arriérés est élevé par rapport à celui de leur quote-part. On trouvera dans le tableau ci-après la répartition

des États Membres en fonction du rapport, en pourcentage, entre le montant de leurs arriérés au 31 décembre 2004 et celui de leur quote-part pour l'année 2004 (en dollars des États-Unis) :

<i>Rapport au 31 décembre 2004 entre le montant des arriérés de contribution et celui des quotes-parts pour 2004</i>	<i>Nombre d'États Membres</i>	<i>Montant total des arriérés au 31 décembre 2004</i>
0 % (pas d'arriérés)	6	–
Moins de 100 %	115	2 520 316 415
100 à 199 %	36	182 093 981
200 à 299 %	18	27 993 867
300 à 399 %	1	65 374
400 à 499 %	2	286 678
Plus de 499 %	13 ^a	227 982 306

^a Y compris les cinq États Membres qui ont présenté des échéanciers de paiement.

III. Respect des échéanciers de paiement présentés par des États Membres : situation au 31 décembre 2004

21. En ce qui concerne le respect des échéanciers de paiement les plus récents établis par la Géorgie, le Niger, la République de Moldova, Sao Tomé-et-Principe et le Tadjikistan, la situation au 31 décembre 2004 se présentait comme indiqué ci-après.

Respect des échéanciers de paiement : situation au 31 décembre 2004

(En dollars des États-Unis)

	<i>Géorgie</i>				<i>Niger</i>			
	<i>Échéancier le plus récent</i>	<i>Quote-part au 31 décembre</i>	<i>Paievements/ crédits</i>	<i>Arriérés au 31 décembre</i>	<i>Échéancier le plus récent</i>	<i>Quote-part au 31 décembre</i>	<i>Paievements/ crédits</i>	<i>Arriérés au 31 décembre</i>
1999				7 205 324				334 149
2000		116 120	184 443	7 188 001		27 082	95	361 136
2001		87 686	302 218	6 973 469		14 483	318	375 301
2002		114 552	70 298	7 019 723		15 723	3 233	387 791
2003		97 200	14 759	7 102 164		17 124	950	403 965
2004	776 229	79 750	899 929	6 281 985	18 000	20 932	28 926	395 971
2005	776 229				40 000			
2006	776 229				45 000			
2007	776 229				50 000			
2008	776 229				70 000			
2009	776 229				98 000			
2010	776 229				98 000			
2011	776 229				98 000			
2012	776 229				30 000			
2013	776 229							

	République de Moldova				Sao Tomé-et-Principe			
	Échéancier le plus récent	Quote-part au 31 décembre	Paielements/ crédits	Arriérés au 31 décembre	Échéancier le plus récent	Quote-part au 31 décembre	Paielements/ crédits	Arriérés au 31 décembre
1999				3 386 720				570 783
2000		161 436	324 618	3 256 538		13 543	48	584 278
2001	180 000	38 395	163 254	3 131 810		14 254	157	598 375
2002	500 000	56 202	516 732	2 679 236	27 237	15 723	29 146	584 952
2003	800 000	38 883	861 278	1 856 841	42 237	17 124	929	601 147
2004	820 000	26 791	751 795	1 131 837	59 237	20 932	1 559	620 520
2005	1 000 000				74 237			
2006					89 237			
2007					114 237			
2008					134 237			
2009					153 752			
2010								
2011								
2012								
2013								

Tadjikistan			
Échéancier de paiement	Quote-part au 31 décembre	Paielements/crédits	Arriérés au 31 décembre
1999			2 436 208
2000	65 251	63 507	2 294 326
2001	67 822	18 727	2 046 802
2002	67 822	22 205	1 765 046
2003	67 822	19 439	1 487 857
2004	67 822	26 183	1 113 085
2005	67 822		
2006	203 466		
2007	203 466		
2008	203 467		
2009	203 467		
2010	203 467		
2011			
2012			
2013			

22. On constate que de 2000 à 2004, le Gouvernement tadjik a une fois encore effectué des paiements (versements et crédits) sensiblement supérieurs à ceux indiqués dans son échéancier le plus récent : leur montant a atteint 1 506 184 dollars alors que le montant annoncé était de 336 539 dollars. S'il effectue les paiements actuellement programmés pour la période 2005-2010 (1 085 155 dollars), le montant

des contributions dont le Tadjikistan sera redevable à la fin de 2010 s'établira à 27 930 dollars, montant auquel s'ajoutera celui de ses quotes-parts pour la période 2005-2010.

23. Les paiements effectués par la République de Moldova de 2001 à 2004 (2 293 059 dollars) ont été légèrement inférieurs à ceux prévus (2 300 000 dollars). Si cet État effectue les paiements actuellement programmés pour 2005 (1 000 000 dollars), le montant des contributions dont il sera redevable à la fin de 2005 s'établira à 131 837 dollars, montant auquel s'ajoutera celui de ses quotes-parts pour 2005.

24. Le montant des paiements effectués par Sao Tomé-et-Principe de 2002 à 2004 (31 634 dollars) a été sensiblement inférieur à celui indiqué dans l'échéancier (128 711 dollars). Si cet État s'acquitte des sommes indiquées pour la période 2005-2009 (565 700 dollars), le montant des contributions dont il sera redevable à la fin de 2009 sera égal à celui de ses quotes-parts pour la période 2005-2009, majoré de 54 820 dollars.

25. Les paiements effectués par la Géorgie et le Niger au titre des contributions dont ils étaient redevables en 2004 ont été supérieurs aux montants prévus dans leurs échéanciers. Si le Gouvernement géorgien effectue les paiements actuellement programmés pour la période 2005-2013 (6 986 061 dollars), le montant des contributions dont il sera redevable à la fin de 2013 sera égal à celui de ses quotes-parts pour la période 2005-2013, minoré de 704 076 dollars. Si le Gouvernement nigérien effectue les paiements actuellement programmés pour la période 2005-2012 (529 000 dollars), le montant des contributions dont il sera redevable à la fin de 2012 sera égal à celui de ses quotes-parts pour la période 2005-2012, minoré de 133 029 dollars.

IV. Conclusions et recommandations

26. **L'Assemblée générale voudra peut-être prendre note du présent rapport et encourager les États Membres qui ont accumulé d'importants arriérés de contribution à présenter un échéancier de paiement pluriannuel.**

Notes

¹ A/57/65.

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-septième session, Supplément n° 11* (A/57/11), chap. IV.A, par. 17 à 23).

³ A/58/63.

⁴ A/59/67.

⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 11* (A/59/11), par. 47.

⁶ Ibid., par. 60.

⁷ Ibid., par. 58 et 68.